

ARRETE N° AT 105.2025**Objet : Réglementation du stationnement de parkings
Rue de la Bouverie pour des travaux d'élagage et de nettoyage**

Le Maire de PONT DE BEAUVOISIN Savoie,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales

Vu le Code de la Route,

Vu l'article 2212-2 du CGCT relatif au bon ordre, à la sûreté et à la sécurité publique,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-8.

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire).

Considérant que pour permettre le bon déroulement des travaux d'élagage et de nettoyage par les services techniques de la Mairie de Le Pont de Beauvoisin (Savoie) et assurer la sécurité publique, il est nécessaire de réglementer le stationnement Rue de la Bouverie.

A R R E T E :

ARTICLE 1 : Pour permettre la réalisation de travaux de nettoyage et d'élagage, **le stationnement des véhicules sera interdit :**

- **Rue de la Bouverie sur 11 place de parking.**

ARTICLE 2 : La présente réglementation est accordée le **Mercredi 29 octobre 2025 de 7 heures à 13 heures**, heure à laquelle elle expirera de plein droit.

ARTICLE 3 : Les services techniques de la Mairie de Le Pont de Beauvoisin (Savoie) seront chargés de mettre en place la signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle susvisée.

ARTICLE 4 : Les services techniques de la Mairie de Le Pont de Beauvoisin (Savoie) conserveront pendant toute la durée du chantier, la **responsabilité de la sécurité** des piétons, des véhicules, du chantier lui-même et de ses abords. Ils sont autorisés à ce titre par tout moyen réglementaire à stopper momentanément les piétons si nécessaire.

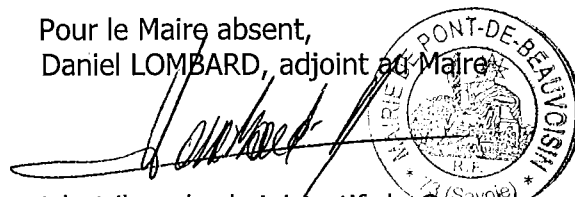
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera affiché de part et d'autre du chantier par les services techniques de la Commune de Le Pont de Beauvoisin (Savoie).

Une ampliation sera transmise à :

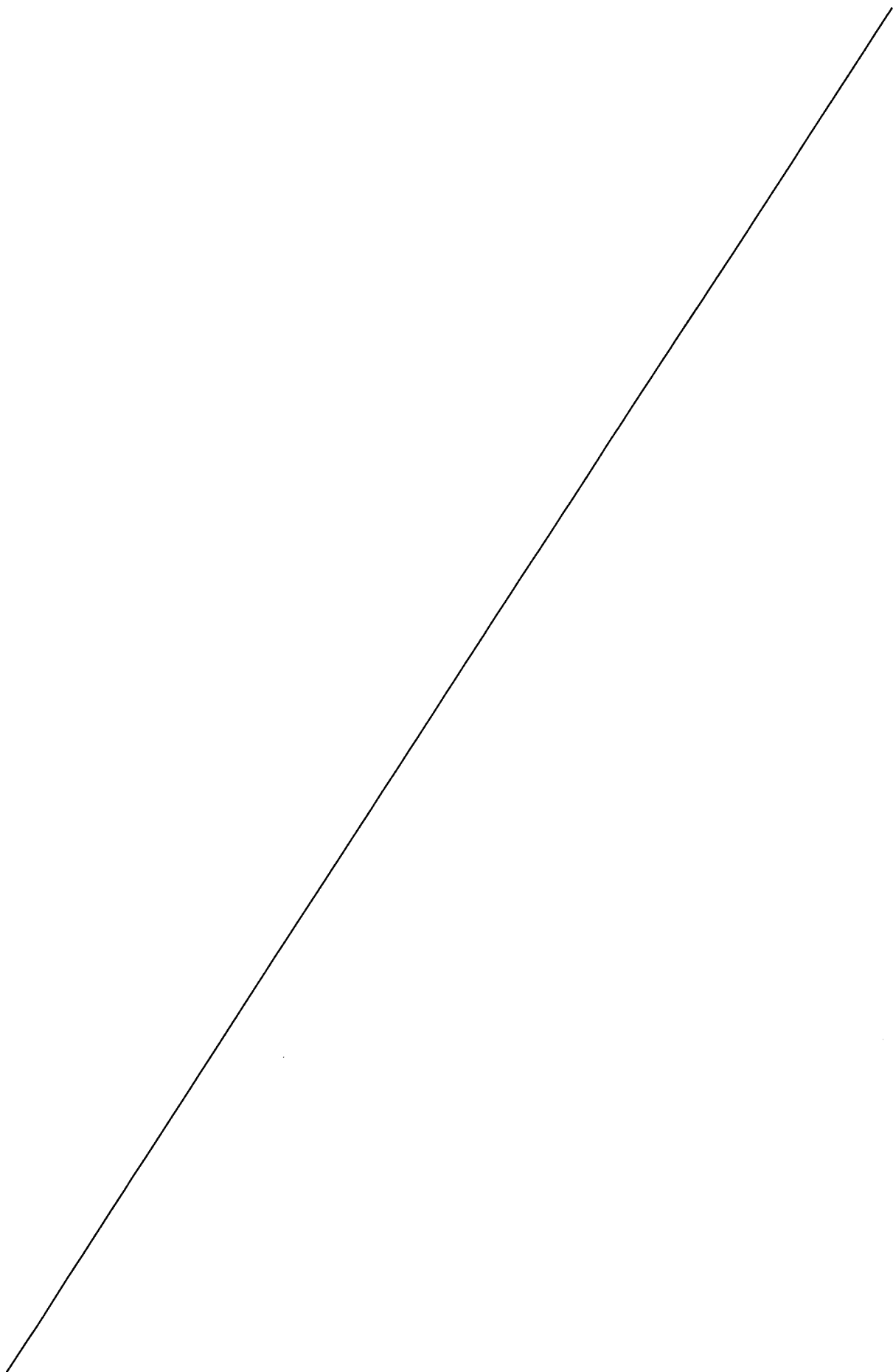
- ASVP
- Service technique – Mairie de Le Pont de Beauvoisin (Savoie)

Fait à Le Pont de Beauvoisin, le 21 octobre 2025

Pour le Maire absent,
Daniel LOMBARD, adjoint au Maire



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification.



ARRETE N° AT 106-2025
Objet : Permission de voirie – Elagage
Rue Mandrin

Le Maire de Pont de Beauvoisin Savoie,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411-28,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie - signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié), Huitième partie (signalisation temporaire),

Vu la demande formulée le 23 octobre 2025 par Monsieur Daniel LOMBARD – 330 rue du Faubourg d'Aiguenoire – 73330 Le Pont de Beauvoisin,

Considérant qu'en raison d'élagage d'une haie rue mandrin, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat manuel,

ARRETE

ARTICLE 1 : Du vendredi 24 octobre 2025 au vendredi 31 octobre 2025 inclus la circulation rue Mandrin, sera réduite à une voie et régulée avec alternat manuel pour permettre des travaux d'élagage.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules autres que celui affecté aux travaux sera interdit.

La circulation sera rétablie dès la fin du chantier.

ARTICLE 2 : Sécurité, signalisation de chantier et affichage

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur qui conservera pendant toute la durée de livraison des matériaux, la responsabilité de la sécurité de la circulation sur la chaussée, du chantier lui-même et de ses abords.

La signalisation réglementaire sera placée de part et d'autre du chantier, ainsi que le présent arrêté qui devra être affiché par Monsieur Daniel LOMBARD

La responsabilité du demandeur sera substituée à celle de l'Administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la non observation de la réglementation. Il est autorisé par tout moyen réglementaire à stopper les piétons ou les véhicules si nécessaire.

ARTICLE 3 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale du vendredi 24 octobre 2025 – 8h au vendredi 31 octobre 2025 - 17h00, heure à laquelle elle expirera de plein droit.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 5 : Sanctions en cas d'infractions : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Une ampliation sera transmise à :

- Monsieur Daniel LOMBARD
- La Gendarmerie de Le Pont de Beauvoisin (Savoie)
- ASVP

Fait à Le Pont de Beauvoisin (Savoie), le 23 octobre 2025

Le Maire
Christian BERTHOLIER



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification ou de sa réception par le représentant de l'Etat.

ARRETE N° AT 107.2025
Objet : EHPAD LES AUGUSTINES
OUVERTURE AU PUBLIC
POURSUITE D'ACTIVITE

Le Maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111 19-11 et R 123-46 ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111 19-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 Juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1995 portant création de la sous-commission départementale de sécurité et d'accessibilité

Considérant l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Chambéry pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, après visite des lieux en date du 09 octobre 2025.

ARRETE

Article 1 : L'établissement **l'EHPAD LES AUGUSTINES** type **J, V** catégorie **4°** sis 43 rue Porte de la Ville à Pont de Beauvoisin Savoie **est autorisé à poursuivre son activité.**

Article 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Article 3 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une **demande d'autorisation**. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 : Il appartient au propriétaire de satisfaire au plus tôt aux prescriptions des points VII et VIII du rapport de sécurité joint.

Article 5 : La prochaine visite de sécurité devra avoir lieu avant le 08 octobre 2028.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Une ampliation sera transmise à :

- M. le Préfet de la Savoie
- M. le commandant de la brigade de Gendarmerie

Fait à Pont de Beauvoisin, le 27 octobre 2025
Le Maire, Christian BERTHOLIER



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification ou de sa réception par le représentant de l'Etat.

ARRETE AT 108.2025**Réduction de circulation sur une seule voie avec alternat lors des travaux de raccordement Télécom au 54 Rue Porte de la ville (RD1006)****Le Maire de LE PONT de BEAUVOISIN,**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ((livre I - huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU la demande formulée par mail le 22 octobre 2025, par Madame Meryem EL HANOUN, de la société CIRCET – 269 avenue du Lion – 83210 SOLIES-PONT ;

Considérant qu'en raison de travaux de raccordement au réseau télécom au 54 Rue Porte de la ville, effectués par la société CIRCET, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie à l'aide d'un alternat par signaux manuels K.10, sur cette voie,

Considérant l'avis FAVORABLE du Département de la Savoie, MTD Deux Lacs en date 28 octobre 2025 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A partir du **mercredi 12 novembre 2025 et jusqu'au vendredi 14 novembre 2025 inclus, de 9h à 17h**, la circulation à proximité du 54 Rue Porte de la Ville sera réduite à une voie et régulée avec alternat par signaux manuels K.10, pour permettre le déroulement de travaux de raccordement télécom.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules autres que celui affecté aux travaux sera interdit.

La société CIRCET sera chargée de mettre en place une signalisation pour **inviter les piétons à emprunter le trottoir situé en face.**

Pendant toute la durée du chantier, l'accès des services de secours, l'accès aux logements des habitants devront être possible.

La circulation sera rétablie dès la fin des travaux.

ARTICLE 2 : Prescriptions Travaux :

Si des travaux de génie civil s'avèrent nécessaires, une demande d'autorisation devra être déposée auprès du MTD des 2 Lacs.

La société CIRCET prendra toutes les dispositions nécessaires pour la protection des enrobés, des végétaux, des trottoirs, des places de parking et du mobilier urbain. Faute de quoi, elle sera tenue de remettre en état les dommages occasionnés.

A la fin de la réalisation des travaux, le chantier sera débarrassé et nettoyé de façon à rendre les lieux dans leur état initial.

ARTICLE 3 : Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation.

Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B.3.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur qui conservera pendant toute la durée des travaux, la responsabilité de la sécurité de la circulation sur la chaussée, du chantier lui-même et de ses abords.

La signalisation réglementaire sera placée de part et d'autre du chantier, ainsi que le présent arrêté qui devra être publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de Le Pont de Beauvoisin (Savoie).

La responsabilité du demandeur sera substituée à celle de l'Administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la non observation de la réglementation. Il est autorisé par tout moyen réglementaire à stopper les piétons ou les véhicules si nécessaire.

ARTICLE 5 : La responsabilité de la société CIRCET sera engagée en cas d'incident ou d'accident portant préjudice, soit au domaine public, soit au domaine privé. Suivant l'ampleur des dégâts occasionnés une remise en état pourra être exigée.

ARTICLE 7 : La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 (schéma joint en annexe au présent arrêté). La mise en place et la maintenance de la signalisation est à la charge et sous la responsabilité de la société CIRCET.

ARTICLE 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Une ampliation sera transmise à :

- Société CIRCET
- ASVP de le Pont-de-Beauvoisin (Savoie)
- Gendarmerie de Le Pont de Beauvoisin (Savoie)
- MTD des 2 Lacs

Fait à Le Pont de Beauvoisin (Savoie), le 28 octobre 2025

Le Maire,
Christian BERTHOLIER



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification ou de sa réception par le représentant de l'Etat.

ARRETE N° AT 109.2025

Objet : Autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire – Association Les Amis de l'Ecole – 8 novembre 2025

Le Maire

VU les articles L2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L3321-1 et L 3355-8 du code de la santé publique,

VU l'arrêté préfectoral DS/BSIRA/2025/232 portant règlement permanent de police des débits de boissons en Savoie du 25 septembre 2025 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

Considérant la demande de Madame Delphine RAMI, agissant en qualité de Présidente de l'association Les Amis de l'Ecole en date du 15 octobre 2025 pour ouvrir un débit de boisson temporaire de 1ère et 3ème catégorie le samedi 8 novembre 2025 de 14h00 à 22h00 – A la salle des fêtes La Sabaudia – rue des Etrets, à l'occasion d'un bal d'Halloween,

ARRETE

Article 1 : Madame Delphine RAMI, Présidente de l'association Les Amis de l'Ecole est autorisée à ouvrir un débit de boissons de 1ère et 3ème catégorie à la salle des fêtes – La Sabaudia – Rue des Etrets :

Le samedi 8 novembre 2025 de 14h00 à 22h00

à l'occasion d'un bal.

Article 2 : A cette occasion, il ne pourra être servi que des boissons de groupe 1 et 3, à savoir :

- Boissons du premier groupe : les boissons sans alcool ou les jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré d'alcool ;
- Boissons du troisième groupe : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1, 2° à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerise, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

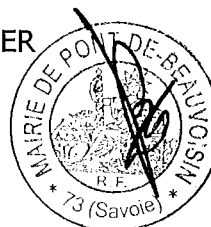
Article 3 : Toute la réglementation concernant les débits de boisson devra être respectée et en particulier l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs.

Article 4 : M. le Maire de Le Pont de Beauvoisin (Savoie) est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Pont de Beauvoisin (Savoie),
- Association Les Amis de l'Ecole

Fait à Le Pont de Beauvoisin (Savoie), le 29 octobre 2025

Le Maire, Christian BERTHOLIER



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication/notification.

ARRETE N° AT 110.2025
Autorisation de stationnement face au 3 rue de la Bouverie

Le Maire de Pont de Beauvoisin Savoie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de bon ordre, de sûreté et de sécurité,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – Quatrième partie, Huitième partie (signalisation temporaire),

Vu la demande de Madame Stéphanie DAVID – domiciliée 1 Place Centrale, en date 29 octobre 2025, qui a sollicité l'autorisation de stationner un véhicule afin d'effectuer une livraison de matériel, en face du 3 rue de la Bouverie, le mardi 18 novembre 2025 de 7h à 13h,

Considérant qu'il y a lieu de régler le stationnement pour la bonne organisation de cette livraison,

ARRETE

ARTICLE 1 : Objet : Pour permettre le bon déroulement d'une livraison au 1 place centrale le stationnement sera réglementé comme suit :

- 4 places de parking sont réservées en face du 3 rue de la Bouverie, au véhicule de livraison.
- **Le stationnement des véhicules autres que celui affecté à la livraison sera interdit.**

ARTICLE 2 : Durée : La présente permission de stationnement est valable le **mardi 18 novembre 2025 de 7h à 13h.**

ARTICLE 3 : Prescriptions : Madame Stéphanie DAVID prendra toutes les dispositions nécessaires pour la protection des enrobés, des végétaux, des trottoirs, des places de parking et du mobilier urbain. Faute de quoi, elle sera tenue de remettre en état les dommages occasionnés.

A la fin de la livraison, le parking sera débarrassé et nettoyé de façon à rendre les lieux dans leur état initial.

ARTICLE 4 : Prescriptions : La circulation des piétons sera sécurisée par tout moyen approprié. Madame Stéphanie DAVID sera chargée d'**informer les piétons sur leur obligation d'emprunter le trottoir en face afin de garantir leur sécurité.**

ARTICLE 5 : Prescriptions : Madame Stéphanie DAVID sera chargée de mettre en place la signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle susvisée.

ARTICLE 6 : Sécurité : Madame Stéphanie DAVID conservera pendant toute la durée du déménagement, la **responsabilité de la sécurité** des piétons, des véhicules, de la livraison et de ses abords. Sa responsabilité sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la non observation de la réglementation. Madame Stéphanie DAVID est autorisée à ce titre par tout moyen réglementaire à stopper momentanément les piétons si nécessaire.

ARTICLE 7 : Affichage : Le présent arrêté sera affiché de part et d'autre du déménagement par le demandeur.

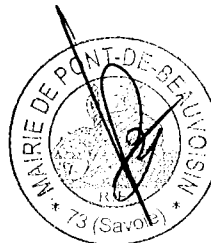
Une ampliation sera transmise à :

- Madame Stéphanie DAVID
- La Gendarmerie de Le Pont de Beauvoisin 73330
- A.S.V.P de Le Pont de Beauvoisin Savoie

Fait à Le Pont de Beauvoisin (Savoie), le 30 octobre 2025.

Le Maire,

Christian BERTHOLIER



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.